

SOCIAL. Les revendications ne manquent pas pour la mobilisation du 5 octobre

Les syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires et MNL de l'Eure appellent à venir manifester mardi 5 octobre à Évreux. Nombreux, les mots d'ordre se résument en une formule : « la défense de nos droits et de nos libertés ».

Depuis dix-huit mois de vie sous cloche sanitaire, quelques mouvements de contestation sociale ont eu lieu, sporadiquement et de façon désordonnée. Cette fois, c'est une intersyndicale (CGT, FO, FSU, Solidaires et Mouvement national lycéen) qui appelle à une journée de grève interprofessionnelle, le mardi 5 octobre à Évreux.

Salariés du privé comme du public, retraités, lycéens, etc., sont attendus à 14 h sur la place du Général de Gaulle. Les motifs de revendications sont nombreux et variés, à entendre les représentants locaux des syndicats : l'emploi, les salaires, les réformes des retraites et de l'assurance chômage, le soutien aux services publics mis à mal, la défense des libertés individuelles et collectives. En revanche, avertissent-ils immédiatement, « ce ne sera pas une manifestation anti-vax ou anti-pass ». « Et celles et ceux qui prêchent la haine des uns contre les autres n'ont pas leur place le 5 octobre », insiste Olivier Guillot, secrétaire départemental de la CGT.

« Une attente



Mathilde Marnière (FSU), Anne Pinel (Solidaires), Olivier Guillot (CGT) et David Lecomte (FO) appellent à la mobilisation le mardi 5 octobre à Évreux.

de se retrouver »

« Tout le monde en a ras-le-bol, tonne ce dernier. Il y a une grosse colère et une attente de se retrouver. Thalès, Manoir Industries, ArianeGroup, il y a quelques grosses entreprises qui se rendent compte qu'il n'y a plus d'autres choix que la contestation. » Le chômage partiel mis en place pendant les confinements n'a pas trouvé grâce aux yeux des représentants syndicaux. « Il a

entraîné une perte du pouvoir d'achat de 16 % pour une grande majorité de salariés », déclare David Lecomte (secrétaire général de l'union départementale FO). Olivier Guillot pointe, lui, l'attribution d'aides aux entreprises « sans conditionnalité en termes d'emploi et de pouvoir d'achat ».

- Anne Pinel, représentante de Solidaires, estime que « la crise sanitaire n'a pas empêché ce gouvernement très libé-

ral de supprimer un certain nombre de postes dans des services publics (impôts, services, Éducation nationale, hôpitaux...) alors que les besoins des populations sont toujours importants ». Le système de santé s'est retrouvé sur la brèche ces derniers mois. « Il y a des moyens et des besoins indispensables à mettre pour qu'il retrouve ce qu'il était il y a quelques années », abonde David Lecomte. « Le gouverne-

ment ne porte pas non plus de politique éducative ambitieuse. On passe à côté de ces sujets-là », considère de son côté Mathilde Marnière (FSU).

Non aux sanctions contre les non-vaccinés

En termes de pouvoir d'achat, « il y a des hausses de partout, sauf des salaires, du point d'indice ou des retraites, et un Smic qui ne décolle pas, énumère le représentant local de FO, peu optimiste pour la suite. Avant la crise sanitaire, on nous a dit qu'il n'y avait partout pendant un an et demi. Aujourd'hui, on nous prépare en disant à nouveau qu'il n'y a plus d'argent, à travers la réforme des retraites, et le scandale de la réforme de l'assurance chômage, qui va réduire les droits et les allocations de nombreux demandeurs d'emploi. » « Retraités, précaires et privés d'emploi ne profitent pas des baisses d'impôts. Ce sont les personnes les plus fragiles qui subissent l'inflation », dénonce Mathilde Marnière.

La défense des libertés, individuelles et collectives, sera aussi au cœur des slogans, mardi prochain. « Les atteintes aux libertés n'ont qu'un seul but, éteindre les différentes grognés », dénoncent les syndicalistes, qui revendiquent entre autres l'abandon du pass sanitaire et celui des sanctions contre les personnels non vaccinés.

« On prend nos responsabilités »

Pour cette manifestation de rentrée, la mobilisation reste une inconnue majeure. « On espère que les salariés, fonctionnaires, retraités, jeunes, vont s'approprier cette journée de mobilisation pour faire entendre leurs revendications. En tout cas, nous syndicats, on prend nos responsabilités », livre David Lecomte. « Ce n'est pas une journée sans continuation. Une intersyndicale nationale se réunira le soir même pour évoquer la suite. Il est très important que la journée du 5 octobre soit un succès », souligne Anne Pinel.

Florent Lemaire